

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 19 ΜΑΪΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
98

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 44

Περί κωδώσεως της από 28 Ιουνίου 1974 Έλληνο-Μαυριτανικής Συμφωνίας περί Άλιείας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ομοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:

*Άρθρον 1.

Κυροῦται και ἔχει ισχύν Νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 28 Ἰουνίου 1974 μεταξύ τῆς Ἑλλάδος και τῆς Μαυριτανίας Συμφωνία περί Ἀλιείας, ἥς τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν και ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν δημοσιεύεται παρά πόδας τοῦ παρόντος νόμου.

*Άρθρον 2.

Ἡ δαπάνη ἡ προκαλουμένη ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας, βαρύνει τὸν προῦπολογισμὸν δαπανῶν τοῦ Ἰπουργείου Συντονισμοῦ και Προγραμματισμοῦ, ἐκτὸς τῆς δαπάνης διὰ τὴν συμμετοχὴν εἰς τὴν Μικτὴν Ἑλληνο-Μαυριτανικὴν Ἐπιτροπὴν, ἥτις θὰ συνέρχεται ἐτησίως ἐναλλάξ εἰς Ἀθήνας και Νουασότ και ἡ ὁποία θὰ βαρύνη τὸν Προῦ-

πολογισμὸν ἐκάστου Ἰπουργείου, τοῦ ὁποίου ἐκπρόσωποι θὰ μετέχουν εἰς τὰς ἐργασίας τῆς ἐν λόγω Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

*Άρθρον 3.

Ἡ ισχύς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8 Μαΐου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ **ΜΙΧΑΗΛ ΣΤΑΣΙΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΙΣΜΟΥ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

ΙΠΠΟΚΡ. ΙΟΥΡΔΑΝΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη και εἰέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Μαΐου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

A C C O R D DE PECHE HELLENO - MAURITANIEN

Une délégation de la République Hellénique dirigée par Monsieur Triantafyllos Elefthériou, Vice Ministre de la Planification et de la Coordination Economique et une délégation de la République Islamique de Mauritanie conduite par Monsieur Hamada Ould Zein, Secrétaire Général du Ministère de la Planification et du Développement Industriel se sont réunies à Athènes du 24 au 28 juin 1974.

Y ont participé, outre les présidents :

I. Du côté hellénique :

M. Georges Gavas, Ambassadeur de la République Hellénique en Mauritanie.

M. A.A. Coundouriotis, Conseiller d'Ambassade, Ministère des Affaires Etrangères.

M.H. Katsilieris, Directeur, Ministère du Commerce.

M. G. Vlachos, Directeur, Ministère de la Coordination et de planification.

M.M. Gavalas, Directeur, Ministère de l'Agriculture.

M. Ath. Sideris, Directeur, Office National du Tourisme Hellénique.

Mme H. Kalogeropoulou, Chef de Section, Ministère de la Coordination et de Planification. Membre Supplémentaire.

Interprète : Mme A. Vlavianou, Attaché Commercial, Ministère des Affaires Etrangères.

II. Du côté mauritanien

M. Dey Ould Brahim, Ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie en République Hellénique.

M. Moustapha Ould Sidammed, Directeur de l'Enseignement Technique au Ministère de l'Education Nationale.

M. Brahim Salem Ould Bouleiba, Chef du Service du contrôle des changes de la Banque Centrale de Mauritanie.

M. Brahim Ould Dherat, Chef du Service de la circonscription maritime de Nouadhibou.

Les deux Délégations soucieuses de renforcer les liens de coopération et d'amitié entre les deux Pays ont convenu de ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre de la réglementation en vigueur ou à intervenir et sous réserve des conditions ci-après, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie autorise les bateaux grecs — à l'exclusion des bateaux usines — à pêcher dans les eaux mauritaniennes.

Le nombre de ces bateaux pourra être limité par le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Article 2.

L'octroi des autorisations de pêche est subordonné a) au paiement d'une redevance calculée sur la base de 45 dollars U.S. le tonneau de jauge brute. Le tonnage total ne devant dépasser en principe 14.000 de tonneaux bruts. Pour arriver à ce tonnage l'Union des armateurs grecs utilisera 25 chalutiers repartis en quatre groupes.

Groupe 1 comportant les chalutiers de moins de 200 tonneaux de jauge brute.

Groupe 2 comportant les chalutiers de 200 à 500 tonneaux de jauge brute.

Groupe 3 comportant les chalutiers de 500 à 700 tonneaux de jauge brute.

Groupe 4 comportant les chalutiers de 700 à 1.200 tonneaux de jauge brute.

Toutefois d'autres chalutiers grecs pourront bénéficier du régime des autorisations de pêche dans les mêmes conditions indiquées ci-dessus.

Le paiement de cette redevance se fera annuellement auprès du Trésorier Général de la République Islamique de Mauritanie en dollars américains.

b) à l'embarquement de marins mauritaniens à bord des chalutiers de l'Union des Armateurs Grecs dans les conditions suivantes :

Groupe 1	1 marin par bateau
Groupe 2	3 marins par bateau
Groupe 3	4 marins par bateau
Groupe 4	5 marins par bateau

Dérogation est accordée aux navires Kiknos I, Kiknos II et Zephiros III appartenant au groupe 2 et qui ne prendront, chacun que deux marins mauritaniens à bord.

c) au débarquement à terre par les bateaux grecs d'une partie de leur prise, le délégation hellénique s'étant engagée à amener les armateurs grecs à débarquer les quantités suivantes :

1000 tonnes pour l'année 1976

et 2000 tonnes, annuellement, pendant le reste de la durée de l'accord.

d) à l'obtention de licences d'importation en Grèce d'un contingent d'environ trois mille tonnes de poisson congelé mauritanien dans les conditions de qualité et de prix à déterminer avec les industriels mauritaniens.

Article 3

Les assurances-accidents de travail et maladies professionnelles ainsi que la nourriture et le salaire des marins mauritaniens embarqués seront à la charge de l'armateur.

Article 4

Les bateaux grecs se ravitailleront en vivres et en ingrédients, dans la mesure du possible dans un port Mauritanien.

Article 5

a) Les groupes de bateaux 1, 2 et 3 définis à l'article 2 bénéficieront de licences de pêche dans une zone comprise entre 3 et 30 miles, étant entendu qu'ils opéreraient au sud de 19° - 40 Nord, tandis qu'au nord de cette position ils pêcheront au-delà de la zone de 3 miles à partir de la ligne de base Cap-Blanc Cap-Timiris.

b) A titre exceptionnel, et sur demande de la partie hellénique, 3 à 4 bateaux du Groupe 4 seront autorisés, jusqu'à décembre 1975, à pêcher dans les mêmes conditions que les bateaux des autres groupes.

Article 6

Le Gouvernement Hellénique s'engage à construire et à équiper un hôtel d'une valeur d'un million cinq cent mille dollars de U.S. (\$ 1.500.000) et d'en faire don à la République Islamique de Mauritanie. Cet hôtel doit être complètement achevé avant le trente et un décembre 1975.

Le Gouvernement Mauritanien s'engage à fournir gratuitement un terrain pour la construction de cet hôtel. Les autres formalités administratives (question d'exonération des droits et taxes etc.) et les modalités pratiques feront l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des deux Pays.

Au cas ou pour des raisons imputables à la responsabilité de la partie hellénique, l'hôtel ne serait pas achevé dans le délai ci-dessus mentionné, la partie mauritanienne se réserve le droit de reviser l'ensemble du présent accord.

Article 7

Le Gouvernement hellénique accordera annuellement pendant la durée du présent Accord et à partir du mois de septembre 1974, jusqu'à quinze bourses à des ressortissants mauritaniens, désirant poursuivre en Grèce des cours dans les écoles de professions touristiques et maritimes, ainsi que dans d'autres écoles spécialisées (Ecoles de l'Organisme des Télécommunications et de l'Entreprise Publique d'Electricité).

Le programme complet des bourses, leur nombre et leur répartition entre les Ecoles précitées, seront arrêtés tous les ans d'un commun accord entre les deux Parties, par la voie diplomatique et trois mois au moins avant le début de l'année scolaire.

Article 8

Il est créé une Commission Mixte gréco-mauritanienne ayant pour tâche d'examiner toutes questions qui peuvent être soulevées par l'application du présent Accord. Cette Commission se réunira chaque année alternativement à Athènes et à Nouakchott. Toutefois la prochaine réunion de cette Commission se tiendra en décembre 1975 à Nouakchott.

Article 9

Le présent Accord est valable pour une durée de 5 ans. Pendant cette période il n'est pas susceptible de modification en ce qui concerne les dispositions des articles 2 et 5 relatifs à la zone de pêche, à la quantité de poissons à débarquer à terre et au nombre de marins mauritaniens à embarquer sur les bateaux grecs.

Si, pour des raisons scientifiques ou politiques, le Gouvernement Mauritanien décidait de faire une interdiction générale de la pêche à partir de la zone de 3 miles, cette interdiction s'appliquerait aussi aux bateaux grecs.

En raison des liens particuliers d'amitié et de la volonté de coopération entre les deux pays, la Grèce pourra prétendre à des conditions privilégiées lors de la révision du taux de la redévance de pêche par la Commission Mixte.

Article 10

Le présent Accord entrera provisoirement en vigueur à partir de la date de sa signature et définitivement à partir de sa ratification.

Fait à Athènes le 28 juin 1974 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour la Delagation Hellenique
Triantafylos Eleftheriou

Pour la Delegation Mauritanienne
Hamada Ould Zein

Σ Υ Μ Φ Ω Ν Ι Α

ΜΕΤΑΞΥ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΜΑΥΡΙΤΑΝΙΑΣ
ΔΙΑ ΤΗΝ ΑΛΙΕΙΑΝ

Ἀντιπροσωπεία τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας ὑπὸ τὸν Τριαντάφυλλον Ἐλευθερίου, Ὑπουργὸν τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ καὶ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας ὑπὸ τὸν Hamada Ould Zein, Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὑπουργείου Προγραμματισμοῦ καὶ Βιομηχανικῆς Ἀναπτύξεως συνῆλθον εἰς Ἀθήνας ἀπὸ τῆς 24ης μέχρι τῆς 28ης Ἰουνίου 1974.

Εἰς τὰς συνομιλίαις μετέσχον ἐκτὸς τῶν Προέδρων:

I. Ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς:

Γεώργιος Γκάβας, Πρέσβυς τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος, διαπεπιστευμένος ἐν Μαυριτανίᾳ.

Ἄλ. Α. Κουντουριώτης, Σύμβουλος Πρεσβείας, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐξωτερικῶν.

X. Κατσιλιέρης, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐμπορίου.

Γ. Βλάχος, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

M. Γαβαλάς, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Γεωργίας.

Ἀθ. Σιδέρης, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ἑλληνικῷ Ὁργανισμῷ Τουρισμοῦ.

Ε. Καλογεροπούλου, Τμηματάρχης, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ, Ἀναπληρωματικὸν Μέλος.

Διερμηνεὺς: Ἀ. Βλαβιανοῦ, Ἐμπορικὸς Ἀκόλουθος, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐξωτερικῶν.

II. Ἀπὸ Μαυριτανικῆς πλευρᾶς:

Dey Ould Brahim, Πρέσβυς τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας διαπεπιστευμένος ἐν Ἑλλάδι.

Moustapha Ould Sidammed, Διευθυντής Τεχνικῆς Ἐκπαίδευσως τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας.

Brahim Salem Ould Bouleiba, Διευθύνων τῆς Ὑπηρεσίας Ἐλέγχου συναλλάγματος τῆς Γενικῆς Τραπεζῆς τῆς Μαυριτανίας.

Brahim Ould Dherat, Διευθύνων τῆς Ὑπηρεσίας τῆς Ναυτικῆς Περιφερείας τοῦ Nouadhibou.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπείαι ἐν τῇ προσπάθειᾳ τῶν ὅπως ἐνισχύσουν τοὺς δεσμοὺς συνεργασίας καὶ φιλίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς ἰσχυοῦσης νομοθεσίας ἢ τῆς μελλοντικῆς τοιαύτης καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ὡς ἐπονται ὅρων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας ἐπιτρέπει εἰς τὰ Ἑλληνικὰ πλοῖα - ἐξαιρέσει τῶν πλοίων - ἐργοστασίων - νὰ ἀλιεύουν ἐντὸς τῶν μαυριτανικῶν ὕδατων.

Ὁ ἀριθμὸς τῶν πλοίων τούτων δύναται νὰ περιορισθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παραχώρησις ἀδειῶν ἀλιείας ὑπόκειται:

α) Εἰς τὴν καταβολὴν δικαιώματος ὑπολογιζομένου ἐπὶ τῆς βάσεως τῶν 45 δολλαρίων Η.Π.Α. ἀνὰ τόννον ὀλικῆς χωρητικότητος. Ἡ ὀλικὴ χωρητικότης δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ὑπερβαίῃ κατ' ἀρχὴν τὴν ποσότητα τῶν 14.000 τόννων. Διὰ νὰ ἐπιτευχθῇ ἡ ποσότης αὕτη, ἡ ἔνωσις τῶν Ἑλλήνων Ἐφοπλιστῶν θὰ χρησιμοποιοῦσθαι 25 ἀλιευτικὰ σκάφη κατανεμόμενα εἰς τέσσαρας ομάδας:

Ὁμάς 1η: περιλαμβάνουσα τὰ ἀλιευτικὰ ὀλικῆς χωρητικότητος κατωτέρας τῶν 200 τόννων.

Ὁμάς 2α: περιλαμβάνουσα τὰ ἀλιευτικὰ ὀλικῆς χωρητικότητος 200-500 τόννων.

Ὁμάς 3η: περιλαμβάνουσα τὰ ἀλιευτικὰ ὀλικῆς χωρητικότητος 500-700 τόννων.

Ὁμάς 4η: περιλαμβάνουσα τὰ ἀλιευτικὰ ὀλικῆς χωρητικότητος 700-1.200 τόννων.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἕτερα ἑλληνικὰ ἀλιευτικὰ θὰ δύναται νὰ ἐπωφελοῦνται τοῦ καθεστώτος τῶν ἀδειῶν ἀλιείας ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις τὰς ἐκτεθείσας ἀνωτέρω.

Ἡ πληρωμὴ τοῦ ἐν λόγῳ δικαιώματος θὰ γίνεσθαι ἐτησίως παρὰ τῷ Δημοσίῳ Ταμείῳ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας εἰς δολλάρια Η.Π.Α.

β) Είς την πρόσληψιν μαυριτανών ναυτών ως πληρώματος τών αλιευτικών τής Ένώσεως τών Έλλήνων Έφοπλιστών υπό τας κάτωθι προϋποθέσεις:

- Όμας 1η: 1 ναύτης ανά πλοϊον.
- Όμας 2α: 3 ναύται ανά πλοϊον.
- Όμας 3η: 4 ναύται ανά πλοϊον.
- Όμας 4η: 5 ναύται ανά πλοϊον.

Παρέκκλισις ισχύει διά τὰ πλοϊα Κύκνος I, Κύκνος II και Ζέφυρος III ἀνηκόντων εἰς τὴν ομάδα 2 και τὰ ὁποῖα θὰ προσλαμβάνουν ἕν ἕκαστον 2 μαυριτανούς ναύτας ὡς πλήρωμα.

γ) Εἰς τὴν ἐκφόρτωσιν εἰς τὴν ξηρὰν ὑπὸ τῶν ἐλληνικῶν πλοίων ἐνὸς μέρους τοῦ ἀλιεύματός των, τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας ἀναλαβούσης τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιτύχη τὴν ὑπὸ τῶν Ἑλλήνων Ἐφοπλιστῶν ἐκφόρτωσιν τῶν ἀκολούθων ποσοτήτων:

1.000 τόννους διὰ τὸ ἔτος 1976 και

2.000 τόννους, ἑτησίως, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ λοιποῦ χρόνου ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

δ) Εἰς τὴν ἐπίτευξιν ἀδειῶν εἰσαγωγῆς ἐν Ἑλλάδι ποσοστώσεως περίπου τριῶν χιλιάδων τόννων κατεψυγμένων μαυριτανικῶν ἰχθύων ὑπὸ προϋποθέσεις ποιότητος και τιμῶν καθορισθησομένων μετὰ τῶν μαυριτανῶν Ἐπιχειρηματιῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἀσφάλισις κατὰ τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων και ἐπαγγελματικῶν ἀσθενειῶν καθὼς και ἡ τροφή και ὁ μισθὸς τῶν προσληφθέντων μαυριτανῶν ναυτῶν θὰ βαρύνουν τὸν ἐφοπλιστὴν.

Ἄρθρον 4.

Τὰ ἐλληνικὰ πλοῖα θὰ ἐφοδιάζονται εἰς τροφίμα και ἐφόδια ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ εἰς μαυριτανικὸν λιμένα.

Ἄρθρον 5.

α) Αἱ ομάδες τῶν πλοίων 1, 2 και 3 καθορίζονται εἰς τὸ ἄρθρον 2 θὰ δικαιοῦνται ἀδειῶν ἀλιείας ἐντὸς τῆς ζώνης τῆς περιλαμβανομένης μετὰ 3 και 30 μιλίων ἐφ' ὅσον θὰ ἐνεργοῦν νοτίως τῶν 19°-40 μοιρῶν βορείου πλάτους ἐνῶ πρὸς βορρᾶν τῆς θέσεως ταύτης θὰ ἀλιεύουν πέραν τῆς ζώνης τῶν 3 μιλίων ἀπὸ τῆς γραμμῆς βάσεως CAP-BLANC CAP-TIMIRIS.

β) Ἐξαιρετικῶς και κατόπιν αἰτήματος τῆς ἐλληνικῆς πλευρᾶς θὰ ἐπιτραπῆ εἰς 3 ἕως 4 πλοῖα τῆς ομάδος 4 νὰ ἀλιεύουν μέχρι τοῦ Δεκεμβρίου 1975 ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις ὡς και τὰ πλοῖα τῶν ἐτέρων ομάδων.

Ἄρθρον 6.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ κατασκευάσῃ και νὰ ἐξοπλίσῃ ἕνα ξενοδοχεῖον ἀξίας ἐνὸς ἑκατομμυρίου πεντακοσίων χιλιάδων δολλαρίων Η.Π.Α. (\$ 1.500.000) και νὰ τὸ δωρήσῃ εἰς τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας. Τὸ ξενοδοχεῖον τοῦτο δέον ὅπως ἔχη καθ' ὁλοκληρίαν περατωθῆ πρὸ τῆς τριακοστῆς πρώτης Δεκεμβρίου 1975.

Ἡ Μαυριτανικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ χορηγήσῃ δωρεὰν ἕκτασιν διὰ τὴν κατασκευὴν τοῦ ξενοδοχείου τούτου. Αἱ λοιπαὶ διοικητικαὶ διατυπώσεις (τὸ θέμα ἀπαλλαγῆς ἐκ δασμῶν και τελῶν κ.λπ.) ὡς και αἱ λεπτομερειακαὶ ρυθμίσεις θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον

μῖα συμφωνίας μετὰ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν διὰ λόγους δι' οὓς θὰ ἠθύνετο ἡ ἐλληνικὴ πλευρὰ, τὸ ξενοδοχεῖον δὲν ἤθελε περατωθῆ ἐντὸς τοῦ ἀνωτέρω ἀναφερομένου χρονικοῦ διαστήματος, ἡ μαυριτανικὴ πλευρὰ ἐπιφυλάσσει ἑαυτῇ τὸ δικαίωμα νὰ ἀναθεωρήσῃ ἐν τῷ συνόλῳ τῆς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ παράσχη ἑτησίως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας και ἀπὸ μηνὸς Σεπτεμβρίου 1974, μέχρι δέκα πέντε ὑποτροφίας εἰς μαυριτανούς ὑπηκόους ἐπιθυμοῦντας νὰ ἀκολουθήσουν ἐν Ἑλλάδι μαθήματα εἰς τὰς Σχολὰς Τουριστικῶν και Ναυτικῶν Ἐπαγγελμάτων καθὼς και εἰς ἐτέρας εἰδικευμένας σχολὰς (Σχολὴ τοῦ Ὄργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν και τῆς Δημοσίας Ἐπιχειρήσεως Ἡλεκτρισμοῦ).

Τὸ συνολικὸν πρόγραμμα ὑποτροφιῶν, ὁ ἀριθμὸς και ἡ κατανομὴ των μετὰ τῶν προαναφερθεισῶν Σχολῶν θὰ ἀποφασίζονται καθ' ἕκαστον ἔτος κατόπιν κοινῆς Συμφωνίας μετὰ τῶν δύο μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ και τρεῖς μῆνας τοῦλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ σχολικοῦ ἔτους.

Ἄρθρον 8.

Συνιστᾶται μικτὴ Ἑλληνο-Μαυριτανικὴ Ἐπιτροπὴ ἔχουσα ὡς στόχον τὴν ἐξέτασιν ὄλων τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύναντο νὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ συνέρχεται ἑτησίως ἐναλλάξ εἰς Ἀθήνας και Νουασότ. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἡ προσεχῆς σύνοδος τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης θὰ λάβῃ χώραν τὸν Δεκέμβριον 1975 εἰς Νουασότ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύῃ διὰ περίοδον 5 ἐτῶν. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ταύτης δὲν θὰ ὑποστῆ τροποποιήσεις ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 2 και 5 ἀναφερομένων εἰς τὴν ζώνην ἀλιείας, εἰς τὴν ἐκφόρτωσιν ποσότητος ἰχθύων εἰς τὴν ξηρὰν και εἰς τὸν ἀριθμὸν τῶν μαυριτανῶν ναυτῶν τῶν προσλαμβανομένων ἐπὶ τῶν ἐλληνικῶν πλοίων.

Ἐάν, διὰ λόγους ἐπιστημονικοῦς ἢ πολιτικοῦς τοιοῦτους, ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας ἀπεφάσισε νὰ ἐφαρμόσῃ γενικὴν ἀπαγόρευσιν τῆς ἀλιείας ἀπὸ τῆς ζώνης τῶν 3 μιλίων, ἡ ἀπαγόρευσις αὕτη ἤθελεν ὡσαύτως ἐφαρμοσθῆ διὰ τὰ ἐλληνικὰ πλοῖα.

Λόγῳ τῶν ἰδιαιτέρων δεσμῶν φιλίας και τῆς θελήσεως συνεργασίας μετὰ τῶν δύο χωρῶν ἡ Ἑλλάς θὰ δύναται νὰ ἀξιώσῃ ὑπὸ προνομιακὰς προϋποθέσεις ἀναθεώρησιν ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ὕψους τοῦ δικαίωματος ἀλιείας.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς της και ὀριστικῶς ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεώς της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 28ην Ἰουνίου 1974 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Ἀντιπροσωπείαν τῆς Ἑλλάδος Διὰ τὴν Ἀντιπροσωπείαν τῆς Μαυριτανίας
 TRIANT. ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΥ HAMADA OULD ZEIN